

# LA LDH SALUE L'ANNONCE FAITE PAR LA FRANCE DE RECONNAÎTRE L'ETAT DE PALESTINE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 25 JUILLET 2025

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) a toujours rappelé, et notamment dans [une tribune collective publiée le 15 mai 2025](#), que cette reconnaissance, déjà faite par plus de 140 des 190 membres de l'ONU, est un pas essentiel sans lequel une solution politique ne pourrait aboutir pour garantir la sécurité des deux peuples, israélien et palestinien.

C'est une décision juste et conforme au droit international qui concrétise l'engagement de l'ONU de 1947. Elle ne saurait cependant se substituer aux mesures d'urgence pour un cessez-le-feu immédiat qui impliquent des sanctions immédiates : l'arrêt des livraisons d'armes et la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

La LDH attend de tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait qu'ils reconnaissent enfin l'Etat de Palestine, et exercent une pression internationale suffisante pour un cessez-le-feu immédiat et l'acheminement de l'aide humanitaire de toute urgence à Gaza.

La communauté internationale doit s'engager à stopper les logiques militaires qui ont fait sauter les unes après les autres toutes limites, avec leur nombre de victimes civiles abominable à Gaza, et qui ne se préoccupent plus de libérer vivants les otages israéliens.

Cela suppose désormais un respect constant, rationnel et concerté du droit des peuples à leur autodétermination, pour le droit à la vie et à la dignité de toutes et tous.

La LDH appelle à construire et rejoindre les mobilisations les plus larges avec tous ses partenaires associatifs, syndicaux, avec celles et ceux qui ont soutenu la Marche vers Bruxelles, pour que les résolutions du droit international soient imposées à l'Etat d'Israël.

